

Mission interministérielle sur la régulation

Audition des syndicats

FO DÉFEND L'IMPORTANCE DES STOCKAGES DE GAZ ET LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉGULATION

Le contexte

Cette réunion a été demandée et obtenue par FO suite à la décision du Gouvernement de mettre en place une mission interministérielle commune entre le Ministère de l'Énergie, le Ministère de l'Économie et des Finances et le Secrétariat d'État à l'Industrie.

Cette mission a pour objet de faire des propositions au Gouvernement sur les modalités de mise en place d'une régulation du stockage souterrain de gaz naturel en France.

Elle intervient suite à l'échec de la mise en place d'une ordonnance sur la régulation provoquée par un avis négatif du Conseil d'État pour des raisons de forme et non de fond.

La délégation FO était composée d'Osman CÉLIK, DS de STORENGY, Philippe GUIMARD, DSS de STORENGY et de Jacky CHORIN, membre du Conseil Supérieur de l'Énergie. La CGT et la CFDT étaient également présentes.

Le stockage de gaz, un outil indispensable à la sécurité d'alimentation du gaz, mais qui est aujourd'hui fragilisé

FO a en préalable souligné l'importance pour l'approvisionnement en gaz du stockage, qui n'est plus à démontrer alors que nous avons eu à faire face à un mois de janvier particulièrement froid, qui n'est cependant pas au niveau de l'hiver que nous avons connu en 2012.

Mais FO a aussi souligné combien la situation était aujourd'hui fragilisée pour plusieurs raisons :

- La mise sous cocon de trois sites de STORENGY a d'ores et déjà des incidences sur leur performance future.
- Le décret de 2014, qui impose des obligations aux fournisseurs de gaz, fait l'objet d'un contentieux de la part de l'UPRIGAZ (Union Professionnelle des Industries Privées du Gaz) devant le Conseil d'État, lequel l'a renvoyé pour avis à la Cour de Justice de l'Union européenne de Luxembourg. Le rendu de l'avis du tribunal européen devrait avoir lieu au second semestre 2017.
- Des investissements conséquents doivent être faits par STORENGY pour maintenir l'outil de travail, mais ils ne seront pas faits dans le cadre juridique actuel. Faute de les faire, il y aura des risques tant sur la sécurité d'approvisionnement que sur l'emploi des salariés.

Mission interministérielle sur la régulation

Audition des syndicats

UNE RÉGULATION EFFICACE S'IMPOSE DONC !

C'est pourquoi FO revendique la mise en place d'une régulation pour assurer pleinement le service public de fourniture de gaz.

■ Pour FO, cette régulation doit **concerner l'ensemble des sites de Storengy y compris ceux actuellement sous cocon.**

■ Cette régulation doit, selon nous, se traduire techniquement **par une compensation via le tarif de transport.**

■ FO considère également **que seul le périmètre national doit être pris en compte et non les stockages détenus à l'étranger.**

■ FO a indiqué qu'elle était également **hostile à la modification de la prise en compte du risque 2 % au profit d'un risque 5 %** comme cela existe dans quelques pays. D'une part, il faut prendre en compte la situation géographique, mais aussi en termes de ressources de gaz nationales de chaque pays, tout en se souvenant des périodes récentes, 2012 notamment. D'autre part, ce n'est pas en cassant le thermomètre que cela réglera les problèmes !

■ FO a enfin rappelé **que cette régulation que nous souhaitons ne saurait être un prétexte pour Storengy pour filialiser ses autres activités non régulées.** FO avait été en pointe pour maintenir une Storengy unie et nous le serons encore demain si nécessaire. FO a été la seule à porter cette dernière exigence.

Au total, les trois syndicats ont manifesté devant la mission, chacune avec leurs expressions, la nécessité d'une régulation au bénéfice de la sécurité d'approvisionnement de la France et des emplois des salariés de ce secteur.

La mission a été très attentive aux interventions des syndicats. Elle rendra son rapport fin mars et la balle sera alors dans le camp du Gouvernement qui se mettra en place après les élections.